

On nous parle Innovation quand nos concitoyens ont besoin qu'on leur parle Progrès !

Description

Nous vivons une époque qui a fait de l'innovation une religion. Il faut innover partout, tout le temps, sur tout. Innover pour produire, pour séduire, pour concurrencer, pour exister. Le mot s'affiche dans les rapports annuels, se glisse dans tous les discours, s'invite jusque dans les conseils d'administration. Il rassure les investisseurs, mobilise les équipes, nourrit les classements. L'innovation est indispensable en économie, l'entreprise se doit d'innover. C'est dans sa raison d'être et dans les conditions nécessaires pour perdurer.

Mais, à force d'être prononcé, il a fini par prendre la place d'un autre mot, plus ancien, plus exigeant, plus essentiel : le Progrès.

Or l'innovation n'est pas le Progrès.

L'innovation, c'est le nouveau. L'innovation génère un produit inédit, une technique plus rapide, un processus plus performant, voire une rupture technologique. Elle répond à une question : que sommes-nous capables de faire demain que nous ne savions pas faire hier ?

Le Progrès pose une question autrement plus grande : comment contribuer à l'amélioration de l'Homme et de l'humanité ? l'homme sera-t-il meilleur, et sa vie plus digne, grâce à ce que nous aurons fait ?

Tout est là. Dans cet écart entre la puissance et le sens. Entre ce qui est possible et ce qui est souhaitable. Entre l'intelligence de nos moyens et la sagesse de nos fins.

Choquons un peu. Les chambres à gaz furent une innovation et le produit d'une terrifiante organisation technique. Elles mirent l'efficacité au service de l'inhumain. Ce rappel glace le sang, mais il est nécessaire : on peut perfectionner une technique et dégrader l'humanité. On peut innover davantage et devenir moins humain.

Nos entreprises parlent d'innovation incrémentale, d'innovation de rupture, d'innovation de modèle, de création destructrice. Et nous en avons besoin. Nos économistes scrutent la productivité, les brevets,

les investissements, les parts de marché. Ils ont raison : sans innovation, une économie s'essouffle ; sans audace, une société se fige. L'innovation crée des emplois, ouvre des possibles, repousse des limites. Elle est une force précieuse.

Mais une force n'est pas une direction. Elle a besoin d'un cap.

Le gouvernail ne peut pas être confondu avec le moteur. Notre époque possède des moteurs extraordinaires, sans toujours savoir où elle veut aller. Elle a besoin de capitaines, c'est le rôle des hommes et femmes politiques.

Nous avons des machines qui apprennent, des algorithmes qui décident, des réseaux qui relient les continents en une seconde. Nous pouvons tout mesurer ou presque, tout optimiser, tout anticiper. Mais sommes-nous plus libres ? Plus fraternels ? Plus justes ? Nos enfants grandissent-ils avec davantage de confiance ? Nos anciens vieillissent-ils avec davantage de dignité ? Les plus fragiles trouvent-ils une place, ou deviennent-ils les laissés-pour-compte de nos prouesses ?

Voilà les indicateurs du Progrès. Ils ne tiennent pas dans une présentation aux investisseurs. Ils se lisent dans une école, un hôpital, un quartier, une famille. Dans la manière aussi dont une société traite celui qui ne lui rapporte rien.

Un pays peut gagner des points de croissance, et nous en avons bien besoin, mais perdre le sens du commun. Il peut bâtir des villes intelligentes où l'on ne se parle plus, multiplier les outils merveilleux dans des vies devenues minuscules. L'histoire ne mesure pas seulement nos innovations. Elle interroge ce que nous en avons fait.

L'innovation appartient d'abord à ceux qui entreprennent, cherchent, inventent. Le Progrès, lui, est une responsabilité collective. Et sa traduction en projet commun relève au premier chef de la Politique.

C'est aux responsables politiques de dire quel avenir mérite d'être construit. Non pas de courir derrière chaque révolution technologique avec un vocabulaire emprunté aux start-ups, mais de tracer une ambition humaine. Avant de vouloir être une « start-up nation », soyons une nation, refaisons nation, réécrivons, tous ensemble, un grand récit collectif. Que voulons-nous transmettre ? Quelle place donnons-nous au travail, au temps, à la nature, à la culture, à la solidarité ? Qu'acceptons-nous de sacrifier, et qu'est-ce qui doit rester sacré, inviolable ?

Les citoyens n'attendent pas seulement que leurs dirigeants accompagnent le changement. Ils attendent qu'ils lui donnent un cap et les premières pages d'un nouveau récit collectif.

Or, trop souvent, le rendez-vous est manqué. Pas seulement sous la présidence Macron, mais peut-être depuis 1958. On nous promet la modernisation quand nous demandons une vision. On nous annonce des réformes quand nous cherchons une espérance. On confond le mouvement avec l'élan, l'agitation avec l'action, la nouveauté avec le destin.

La politique devient alors l'administration de ce qui arrive, voire de ce qu'on subit, au lieu d'être l'art de choisir ce qui doit advenir.

Il y a, au fond, une dimension spirituelle dans l'idée même de progrès. Non pas religieuse, mais profondément humaine, sociale, démocratique et laïque, et donc « radicalement républicaine » : croire

que notre destinée ne se résume ni à produire davantage, ni à consommer plus vite, ni à repousser indéfiniment les limites de notre puissance. Croire qu'une civilisation se juge aussi à ce qu'elle protège, à ce qu'elle partage, à ce qu'elle refuse.

Nous n'avons pas besoin de moins d'innovation et de science. Au contraire, nous avons de toujours plus d'innovation et de science, mais nous avons surtout besoin de plus de conscience. De cette exigence qui demande, devant chaque invention : au service de qui ? Pour quel bien ? À quel prix ?

Le véritable Progrès ne consiste pas à faire toujours plus. Il consiste à faire grandir l'Homme, à l'élever. Aux candidats à l'élection présidentielle de relever ce défi et mettre leurs programmes au service du Progrès !

Et si notre siècle veut mériter son génie, il lui faudra retrouver cette évidence : l'avenir ne vaut pas par sa nouveauté, mais par l'humanité qu'il rend possible.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Société

date créée
24 novembre 2026